

La guerre des classes

LES AMIS DE L'ÉGALITÉ

BP 30934 41009 Blois cedex

bulletin trimestriel n° 8 été 2007

www.lesamisdelegalite.org

ET APRES ?

Comment pourrait-on être déçu par le résultat de ces élections et pouvait on en attendre la solution à tous nos problèmes ?

Nous ne vivons pas hors du temps et de l'espace 'national', qui sont le cadre de ces élections. Nous avons, comme tout un chacun, un coeur, un estomac, un foie. La politique du moindre mal que nous combattons a encore frappé : devant un Sarkozy de service 'lepénisé', la pression pour un vote Royal a été forte. Nous avons choisi de refuser ce faux choix et de ne pas plier sous la pression.

Le mal que nous n'avons pas choisi, qui était là quand nous sommes nés et dont nous souffrons porte le nom de capitalisme, exploitation de l'homme par l'homme et défense acharnée de la propriété privée.

Le moindre mal, ce vote soit-disant utile, pouvait il, peut-il porter remède à cette idéologie qui nous aliène au quotidien, pour nous faire croire qu'il serait possible de changer tout cela dans le cadre d'une élection présidentielle et de sa déclinaison législative ?

Les candidats du deuxième tour ont tous les deux appelé à voter 'oui' au référendum sur le TCE. Ils sont tous les deux pour faire revoter ce traité rejeté par plus de 54% des électeurs. Appelleraient-ils à revoter si le 'oui' l'avait emporté ? La réponse est non, bien sûr, preuve qu'ils n'ont rien à foutre de la démocratie et des votes exprimés.

Ces deux candidats ont participé à des gouvernements qui ont privatisé à tout va, sans état d'âme. Leurs programmes ne sont pas le nôtre et pourtant, 'nos amis' continuent de nous seriner que Sarkozy et Royal, ce ne serait pas la même chose. La force du système consiste à nous faire croire qu'il faut choisir par défaut le moins pire.

Mais choisir entre deux candidats pro-capitalistes, par-

tisans de l'ordre et de l'asservissement, c'est accepter de ne plus se battre pour une autre société.

Aucun candidat à ces élections n'a ouvert de perspectives en rupture avec le capitalisme. Nous luttons pour sortir de cette impasse et pensons que seule la recomposition politique sur une base de classe peut permettre un véritable projet politique :

- Peut-on être pour une croissance sans limites dans un monde limité dont les ressources ne sont pas renouvelables ?
- Peut-on envisager un aménagement du capitalisme le rendant viable pour 7 milliards d'êtres humains ?
- Va-t-on continuer à nous faire croire longtemps que la croissance de la consommation de l'inutile est la réponse à la misère qui se développe ?



Les petits arrangements électoraux entre une 'droite dure' et une 'droite molle' ne peuvent servir que de leurre à une réalité que nous n'avons pas choisie : il n'y a pas de lutte de classe entre Sarkozy et Royal, mais simplement un choix affectif, émotionnel et épidermique qui peut, faute d'une perspective politique réelle, apparaître comme la seule alternative possible. Pour preuve, tous, LO, LCR, PCF, Bové, ont appelé à voter Royal, comme ils appelaient en 2002, à voter Chirac contre Le Pen.

Les élections, qui n'ont jamais changé le monde, peuvent servir de tribune pour populariser un projet politique. Faute de projet, elles se transforment en opération de marketing à but lucratif.

Nous aurions pu faire comme toute l'extrême gauche, appeler à voter Royal, mais les accommodements et la nonrésistance à la pression se payent au prix fort.

Notre projet politique est incompatible avec celui de la sociale-démocratie, comme avec celui de la droite libérale.

Nos perspectives ne sont pas solubles dans les élections.
***Nous ne gagnerons la bataille des idées que si nous sommes porteurs d'un véritable projet de transformation de la Société.
La décroissance y prendra sa part.***

A la gamelle !

Révélation du 'Canard Enchaîné' du 7 février 2007 et du 'Midi Libre' du 1er Mars 2007. Evidemment, peu de pub côté des télévisions, radios ou des autres journaux.

Les copains s'organisent ... Alors que les candidats nous parlent des efforts que devront consentir les Français pour réduire la 'fameuse dette' et qu'ils dénoncent le train de vie dispendieux de l'Etat, Jean Louis Debré, nouveau président du conseil constitutionnel avait fait voter, juste avant de quitter le perchoir, une loi adoptée à l'unanimité et dans le plus complet silence par tous les groupes politiques, UMP, PS, UDF et PCF.

Les indemnités attribuées aux députés ont été définies par l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958. L'indemnité de base est calculée par référence au traitement des fonctionnaires occupant des emplois de l'Etat classés dans la catégorie présentement dite 'hors échelle'. Elle est égale à la moyenne du traitement le plus bas et du traitement le plus élevé de cette catégorie, ce qui correspond au traitement d'un conseiller d'Etat ayant moins d'une année d'ancienneté dans son grade.

- Indemnité de base :	5 400, 32 €
- Indemnité de résidence (3 %) :	162, 01 €
- Indemnité de fonction (25 % du total) :	1 390, 58 € Soit

6 952, 91 €

Doivent être, bien entendu, déduites de ce montant brut mensuel, diverses retenues obligatoires:

- Cotisation à la caisse des pensions pendant les 15 premières années de mandat :	1 153, 08 €
- Contribution exceptionnelle de solidarité :	55, 62 €
- Contribution sociale généralisée et contribution au remboursement de la dette sociale :	539,55 €
- Cotisation au fonds de garantie de ressources :	27,00 €

Il reste donc un net mensuel de : 5 177, 66 €

Pour chaque député non réélu, les Français devront donc payer 60 mois x 6952 € d'indemnités.

Soit pour 5 ans (le temps d'une alternance législative) : 417 120 €.

Et à l'issue des 5 ans, rente "à vie" mensuelle équivalente à 20 % de ce traitement, soit encore 1 035,53 €

L'heureux bénéficiaire n'est tenu à aucun engagement, comme par exemple justifier de la recherche d'un nouvel emploi, d'une visite mensuelle auprès d'un conseiller ANPE ou d'une activité justifiant cette aide sociale. Bref, tout ce qui est exigé aux chômeurs ordinaires. info sur le site - Assemblée nationale -

LES INTERCHANGEABLES

Rappelez-vous, il y a longtemps, les élections présidentielles opposaient deux candidats dont les idées se ressemblaient étrangement.

Rien de plus naturel que cela, puisque la candidate centr..., euh, socialiste, défendait des idées qu'elle n'approuvait pas (ce qui " n'était un secret pour personne ", bien sûr)

Alors, faisons un test, essayez de retrouver à qui appartiennent les citations suivantes, tirées des professions de foi du second tour :

1 " Vous voulez une France fraternelle, une France qui ne laisse personne au bord de la route, une France qui aide les plus fragiles, les personnes handicapées, les personnes âgées, les exclus, ... "

2 " C'est ainsi que nous ferons reculer toutes les injustices, toutes les formes de violence grâce à un ordre juste et des sécurités durables "



3 " Il est urgent d'inventer une France neuve, protectrice et dynamique, fraternelle et conquérante "

4 " Ce qui est en jeu Dimanche prochain, c'est de décider de nous replier sur le passé ou de faire les choix de l'avenir "

5 " Pour tous les Français (...) il est urgent de quitter un système dépassé qui aggrave les précarités et tire la France vers le bas "

6 " Si nous voulons être un pays fraternel, un pays généreux (...), nous devons réformer ce qui ne va pas aujourd'hui en France "

Alors ? Sarkolène ou Ségosy ?

S. Royal	2, 3, 5
N. Sarkozy	1, 4, 6

UNE CERTAINE ESPÈCE DE PARASITES

Ce Samedi matin, Monsieur Nicolas Sarkozy s'invite à Tours. Comme à l'accoutumée, son armada l'accompagne. Gardes mobiles, CRS, police nationale, cow-boys de la BAC bouclent un périmètre de sécurité, contrôlent les identités, patrouillent, surveillent passants et manants, fouillent et parfois même, montrent les dents.

À grands pas de l'endroit où Foutriquet vient baver devant les caméras, et alors que la route est encore libre à la circulation, nous nous faisons interpellé par des grosses voix : " Vous là-bas, arrêtez-vous ! "

Voilà quatre ou cinq gorilles bleutés à képi qui font route vers nous au pas de course. Pas le temps pour nous de faire quelques foulées, ils nous attrapent et nous maintiennent les mains dans le dos.

Je demande, interloqué, si une loi est passée dans la nuit interdisant la circulation sur les trottoirs. Histoire de pimenter leur matinée, les flics commencent à nous pousser à l'abri de la vue des passants sous une porte cochère, celle là même qui ressemble à un coupe-gorge la nuit tombée. Nous refusons et commençons à protester en braillant à tout va, ce qui les incommode un peu. Nous voilà plaqués contre le camion de police, fouillés, mains et jambes écartées. Les gens regardent mais ne s'arrêtent pas trop. Je continue la protestation publique en réitérant ma première question. " Ta gueule " me répond le flic qui me palpe. " À bon, c'est donc la loi sur la liberté d'expression qui a été abolie cette nuit alors ? "

" Ta gueule ! Tu penses ce que tu veux mais tu n'as plus le droit de le dire ! " m'éruce-t il.

Mon sang ne fait qu'un tour avant de lui répondre : " Ça me fait penser à du Pinochet tout ça. ", juste pour lui montrer que l'on peut encore dire ce que l'on pense. J'en assume les conséquences.

A cet instant un autre flic dit à ses acolytes : " Poussez-vous et laissez le moi. "

Évidemment, ils tournent tous la tête, se mettent autour de mon pote, l'air de dire : si tu mouftes pour ton camarade, tu vas avoir mal aux dents. Ni une ni deux, me voilà étranglé contre le camion par ce bleu devenu, pour le coup, tout rouge : " Ma famille vient du Chili, connard de merde de... "

Pour tout dire, je pensais plus, à ce moment-là, à ma pomme d'Adam qui faisait du houla-hop autour de mon genou, qu'à ses propos.

Combien de fois nous a-t il dit que nous étions " des parasites " ? Aucune idée.

A l'époque dite moderne, la définition du dictionnaire au mot 'parasite' est : - *Personne qui vit dans l'oisiveté, aux dépens de la société, alors qu'elle pourrait subvenir à ses besoins* -

En gros, nous sommes bien ces parasites contemporains qui vivent des minimas sociaux alors que nous pourrions faire un effort et participer à l'effort de guerre en fabriquant des canons ou en travaillant dans un journal. Rappelons ce qu'Aragon a dit : " Nous sommes tous (les capitalistes) des parasites "

Ou alors, au sens biologique du terme, un parasite est un - *Organisme animal ou végétal qui vit aux dépens d'un autre, lui portant préjudice, mais sans le détruire* (à la différence d'un prédateur).

Y figurent les poux, pucerons, tiques et doryphores... Bien que les 'gauchistes' ne soient pas encore dans la liste, encore un petit effort et nous serons bientôt des prédateurs ...

Antoine BUREAU,
le 9 Juin 2007

LA PRESSE AUX ORDRES

L'extrême gauche radicale tentée par la violence

Les autorités s'inquiètent de la résurgence de groupes extrémistes auxquels elles attribuent la série d'actions criminelles de ces dernières semaines. De source policière, un millier de militants français de la gauche radicale, dont une centaine de casseurs, ont fait le voyage en Allemagne pour y prendre part aux protestations contre le G8.

À Paris, les services de renseignements s'intéressent aux agissements de cette mouvance. " Cette poignée d'ultras nous rappelle de mauvais souvenirs : dans les années 1970, les autonomes ont commencé par des actions similaires et cela s'est terminé par des bombes et des assassinats. "

Selon ce policier, la surveillance des groupes violents d'extrême gauche est redevenue une " priorité opérationnelle " pour les renseignements généraux alors que la police judiciaire est saisie de plusieurs dossiers liés à cette mouvance. Une mouvance particulièrement active ces dernières semaines. Qualifiés "d'anarcho-autonomes " par les services de police, ces militants sont plusieurs centaines en France dont une cinquantaine en Ile-de-France où ils occupent une demi-douzaine de squats politiques. S'y ajoute plus d'un millier de sympathisants actifs dont 150 à 200 à Paris. Leurs lieux d'implantation (Toulouse, Rennes, Nantes, universités parisiennes de Nanterre, de Tolbiac ou de Saint-Denis...) correspondent souvent à des bastions du mouvement anti-CPE au cours duquel ils ont commencé à faire parler d'eux.

Ils ont ensuite redoublé d'efforts à l'occasion de la présidentielle. En faisant dégénérer des manifestations comme ce fut le cas les 6 et 16 mai dernier. La dernière tentative en ce sens remonte à samedi dernier. C'était à Paris entre la place Blanche et le cimetière du Père Lachaise.

Changeant de stratégie, ces partisans de l'action directe ont tout d'abord privilégié l'attaque de locaux de partis politiques toutes tendances confondues. En région parisienne, 35 permanences ont été prises pour cible : 21 pour l'UMP, 8 pour le PS, 3 pour les Verts et 2 pour le Parti communiste. Chapeautés par des mentors

Seconde méthode, clairement calquée sur les violences urbaines : l'incendie volontaire. La section antiterroriste de la brigade criminelle est ainsi saisie de près de cent incendies de ce type en avril et en mai auxquels il faut ajouter une tentative d'incendie de véhicules devant le commissariat de police du XVIIIe arrondissement. Des suspects ont été interpellés dans certaines affaires : la plupart sont jeunes (une vingtaine d'années) et sont chapeautés par des mentors plus âgés.

Tous sont connus comme des partisans de la violence et certains ont déjà été repérés dans les récents incidents de la gare du Nord ou dans l'occupation de locaux universitaires au cours du mouvement anti-CPE. La sous-direction antiterroriste de la police judiciaire enquête quant à elle sur l'attaque d'un centre des impôts à Toulouse et sur deux tentatives d'attentat, avec des engins incendiaires du même type, contre un pylône EDF dans les Bouches-du-Rhône et un relais TDF à Lyon. À cette violence, répond la radicalisation du discours dans les tracts et sur les blogs

" amis " où l'on trouve des formules comme " on l'a pas souhaité mais c'est la guerre. Le feu ne se propagera pas tout seul " ou des hommages aux " rebelles enfermés " comme Georges Ibrahim Abdallah, condamné pour les attentats de 1986 ou les militants d'Action directe. Sont aussi évoquées " les caisses cramées " et " les violences dans les quartiers populaires " dans une tentative de séduire les banlieues. "Pour le moment sans succès ", précise un policier, " on a simplement observé qu'au cours de la manifestation du 16 mai, une poignée de jeunes des cités avaient pour la première fois rejoint les militants radicaux ".

Jean CHICHIZOLA Le Figaro Vendredi 8 juin 2007

Du canal Saint-Martin aux geôles parisiennes

Des tentes rouges Décathlon du canal Saint-Martin aux cellules noires en béton de la République il n'y a qu'un pas : le Fouquet's. Damien et Paco l'ont franchi. Il faut dire qu'ils chassaient les bonnes godasses, du point de vue de notre État policier, pour aller droit en prison un jour.

Militants pour la cause des " Sans ", cassant le pavé contre l'injustice et la misère sans sagement obéir à quelques maîtres à penser, ces deux chômeurs paient leur engage-

ment politique sous Foutriquet ministre de l'intérieur, puis ler, derrière les barreaux de Fresnes et de Fleury depuis le 13 Mai dernier. Si Damien est sorti de taule le 28 juin, sans date de procès en vue, Paco lui, est toujours derrière les barreaux. Comme tant d'autres...

Beaucoup s'étonnent de ces emprisonnements préventifs et de cette mise en boîtes de conserves de la canaille anarchiste, autonome, terroriste, chômeuse et pauvre. Pourtant, nous sommes dans la suite la plus logique de notre société policière, sécurisée et privée qui étend ses tentacules et respire depuis des décennies avec les gouvernants successifs de gauche et de droite, avec les syndicats, l'extrême gauche, les travailleurs contents, les rentiers repus et les médias qui mentent. Comme quoi, l'heure n'est pas à la consternation mais à la résistance. Il en va de notre liberté à toutes et tous. Manifestons notre solidarité avec Paco, avec tous les embastillés.

Pour plus d'infos: <http://liberonspaco.bravehost.com/>
Pour écrire à Paco: Michel Gaucher, 931051, Maison d'arrêt, 1 allée des Thuyas, 94261 Fresnes Cedex

à Tours

Romain passe au tribunal correctionnel le 23 Août à 16h. Accusé de violence volontaire sur forces de l'ordre, voilà la suite judiciaire aux coups de matraque de la soirée du 6 Mai. Soyons présents par solidarité et pour montrer au juge qu'il y a du monde avec lui.

JEU

Pour la-le présentatrice-teur de Foutriquet, la règle est très simple :

- 1 Mettre un joli costard
- 2 Eteindre la télé
- 3 Prendre un air sérieux et fixer sur ses mandibules le sourire présentateur
- 4 Déblatérer un texte de niouzes préalablement rédigé de manière neutre, équilibrée et objective sur n'importe quoi (très important pour le décompte des points, toute prise de position trop visible vaudra perte du capital crédibilité)

5 Rabâcher ce que vous entendez chaque jour dans les bourrages de mou médiatiques, exemple :

" Le président Sarkozy consulte les partenaires sociaux. Dans le cadre de la nouvelle gouvernance, il vient ainsi d'ouvrir le dialogue social sur les réformes nécessaires pour que la France ne soit plus le mauvais élève de l'Europe. La feuille de route de la nouvelle équipe gouvernementale est en effet particulièrement chargée : justice équitable, logement social, TVA sociale, franchises médicales pour combler le trou de la sécurité sociale, impôts équitables, dévelop-

pement durable, remettre la France au travail... Au sortir des entretiens, les partenaires sociaux se sont dits confiants, rassurés et satisfaits de cette nouvelle forme de dialogue social. MEDEF et syndicat sont d'accords sur l'essentiel, assurer à la France une croissance durable et équitable pour relancer l'emploi, les salaires et le pouvoir d'achat des ménages. Le service minimum est le seul point sur lequel les syndicats ont soufflé le chaud et le froid. Il y a cependant peu de risques que des grèves et des mouvements sociaux à répétition prennent les usagers en otage. C'est donc sous les meilleurs auspices que s'ouvriront les prochaines négociations sociales à propos du chantier des réformes nécessaires ".

Vos partenaires comptent les mots du discours médiatique. Chaque mot vaut un point ou plus. Il suffit de le négocier entre partenaires de manière sociale, équitable et durable. Les plus affreux peuvent aussi miser de l'argent et, avec le pognon ramassé, acheter des actions EDF, GDF, Cliniques, Clubs de sport, rivières...

Si vous trouvez que c'est un jeu à la con, pariez donc sur les mots ou le

nombre de fois que le vrai présentateur de Foutriquet les prononcera dans la lucarne.

Une autre version est aussi possible

" Le président Sarkozy et la nouvelle équipe gouvernementale ont soufflé le chaud et le froid lors des négociations sociales avec les partenaires sociaux. Au sortir des entretiens, ils se sont donné une feuille de route pour appliquer les réformes nécessaires sans que des grèves et des mouvements sociaux à répétition prennent les usagers en otage.

MEDEF et syndicats sont d'accord sur l'essentiel. Ils se sont dits confiants, rassurés et satisfaits de la nouvelle gouvernance car il y a peu de risques que le chantier des réformes nécessaires, justice équitable, logement social, TVA sociale, n'aboutisse pas à une croissance durable et équitable pour relancer l'emploi, les salaires et le pouvoir d'achat des ménages. Le dialogue social, équitable et durable, est cependant menacé par le mauvais élève de l'Europe : le gauchiste. Mais les partenaires sociaux s'ouvriront au dialogue social ".

14 juillet 1789 :
prise de la Bastille
14 juillet 2007 :
lancement d'un nouveau journal
d'analyses politiques

LE SARKOPHAGE

L'élection de Nicolas Sarkozy n'est pas seulement la défaite de la gauche historique. Elle est, à nos yeux, une fracture dans nos mémoires politiques, sociales, culturelles et nationales. Cette victoire électorale n'a été rendue possible que par la victoire idéologique remportée depuis des années par les partisans de la révolution conservatrice mondiale.

La gauche n'a pas été capable de résister. Pas seulement en raison de la concentration de tous les pouvoirs médiatiques, économiques, financiers dans quelques mains, mais de leur incapacité à construire un véritable projet. Les droites gaulliennes ont été littéralement submergées, elles aussi, même si la renaissance d'un centre autour de François Bayrou est l'indice d'une résistance au sarkozysme de ces courants.

L'heure est donc à la résistance intellectuelle, politique et sociale, face à la défaite des pensées de gauche, républicaine et laïque, face à

l'effondrement de l'écologie et sa récupération par un lobby médiatique, face à la volonté de Nicolas Sarkozy d'imposer un mini-traité européen contraire à la volonté du peuple clairement exprimée lors du référendum, face à l'importation de la révolution conservatrice rendue possible par le pacte scellé, depuis 1983, entre les principaux dirigeants socialistes et les forces de droite en faveur du libéralisme social et du social-libéralisme.

Nous devons pour cela nous mobiliser intellectuellement, politiquement et socialement. Nous devons pour cela inventer un langage politique capable de concilier les contraintes environnementales et notre souci de justice sociale.

Le slogan "sarkofacho" est totalement infécond car politiquement faux. Le « Tout sauf Sarko » est tout aussi erroné car il exonère les partis de gauche de leurs responsabilités dans notre défaite. Nous devons apprendre ensemble à opposer à l'imaginaire du sarkozysme un autre imaginaire, à ses théories d'autres théories, à ses slogans d'autres slogans. Nous faisons le pari de l'intelligence collective et du retour au politique.

Un grand journal d'analyses politiques est donc nécessaire. Un jour-

nal sans concession avec le pouvoir en place mais pas davantage avec l'ensemble des autres sarkozysmes. L'équipe éditoriale sera animée par Paul Ariès, politologue, acteur de nombreux mouvements sociaux, auteur notamment de « Misère du sarkozysme », publié en 2005 aux Editions Parangon, ouvrage salué aussi bien par les milieux antisarkozystes de gauche et du centre.

Le numéro 1 bimestriel sera en kiosque le 14 juillet 2007 (2 euros).

Parmi les auteurs annoncés pour les deux premiers numéros : Jean-Luc Pujo, Président des Clubs «penser la France», Pierre Dockès, économiste, Christian Terras, directeur de la revue Golias, René Balme, maire de Grigny, Luc Mazenc, sociologue, Philippe Lavodrama, politologue, Jean-Paul Damaggio, militant altermondialiste, Véronique Hervouët, psychanalyste, Jacques Testart, neuro-biologiste, Jean Dornac, écrivain, Georges Labica, philosophe, Nico Hirtt, sociologue, Christian Laval, chercheur en pédagogie, Bernard Caron, militant écologiste, Alain Accardo, politologue, Jean-Louis Sagot-Duvauroux, Paul Lannoye, député européen honoraire, Claude Beaulieu, Comité Valmy, Edouard Husson, historien, Denis Colin, philosophe, Rosendo Li, dessinateur de presse.

Responsable rédaction : Paul Ariès

PLAN B

Chers camarades sardons planbéens,

Le Plan B est un bimestriel de critique des médias et d'enquêtes sociales. Diffusé en kiosque et dans les bonnes librairies, il informe sur l'information et publie des enquêtes sociales que vous ne lirez pas ailleurs. Pour que vive Le Plan B, achetez-le !

Le Plan B est un journal de combat qu'on doit trouver là où les gens se battent. Pas une manifestation ne doit s'ébranler sans qu'une équipe de vente à la criée ne frétille dans ses rangs.

Plusieurs dizaines de Sardons ont ainsi décidé de prendre en main la diffusion du Plan B dans leur localité. Leur mission ne consiste pas seulement à faire connaître le Plan B : ils organisent des réunions publiques en

liaison avec des organisations militantes ; ils confectionnent des outils de propagande ; ils réalisent et distribuent des tracts. Mais ils informent aussi la rédaction des méfaits des filiales locales du PPA - Parti de la Presse et de l'Argent -

Rejoignez-les ! Faites-vous connaître par courrier postal ou électronique : Le Plan B vous mettra en contact avec les correspondants de votre région.

L'administration du Plan B ne résiste à l'envie de vous communiquer le résultat des ventes Plan B n°7 qui comprend, entre autres pépites, la carte réactualisée du PPA.

Sur 24 500 ex afférents (25 000 ex. en dépôt aux MLP) la vente définitive devrait se situer entre 8 500 et 9 200 ex. Nous comptons 4 380 abonnés. La vente militante (+librairie) est d'environ 4 500.

La Sardonie a besoin de vous : vous avez la possibilité de recevoir un lot

ou plusieurs de Plan B à chaque parution. Les numéros sont ainsi facturés 1 euro (10 euros le lot de 10), que vous pouvez régler d'un numéro sur l'autre. Bien évidemment vous avez la possibilité d'ajuster (ou arrêter) vos commandes quand vous le désirez sur simple mail.

Nous attendons vos commandes par milliers. Merci de nous préciser la formule choisie (commande ponctuelle ou abonnement 'diffuseur')

Vous pouvez également commander vos t-shirts militants qui existent en différentes tailles.

Vive le Plan B, vive la Sardonie

<http://www.leplanb.org/page.php?rubrique=accueil>

A Tours, l'agent DA

Le pouvoir de dire OUI ... à l'engagement militant associatif, culturel, écologiste, économique, politique, syndical...

Seuls 1/3 des Tourangeaux ayant accès à Internet, l'AGENT DA vous demande, dans la mesure du possible, d'en faire un ou deux tirages " papier " pour le diffuser

autour de vous. Par ailleurs, si vous êtes au courant ou êtes organisateur d'un événement, merci de nous envoyer vos infos afin que nous puissions les relayer.

Pour recevoir ou pour se désabonner à cet agenda, il vous suffit d'envoyer un courriel à :

lagentda@no-log.org

encore des rendez-vous utiles ...

les 27, 28 et 29 Juillet 2007

la compagnie Jolie Môme présente

la belle rouge festival

à Saint Amand Roche Savine dans le Puy de Dôme (63)

Théâtre, musique, cinéma, chansons, ateliers incongrus

<http://www.cie-joliemome.org>

du dimanche 26 au mercredi 29 août

les **Objecteurs de croissance**

se donnent rendez-vous à Royère de Vassivière au lieu-dit Le Villard, dans la Creuse pour des rencontres fraternelles et conviviales, afin d'élaborer et construire ensemble projet et outil politique pertinent (réseau ou mouvement) pour diffuser le concept de décroissance ou d'a-croissance.

<http://www.altermonde-levillage.com/spip.php?article10735>